

Une épistémologie de la « question taiwanaise »

Ce que Kinmen (Quemoy) révèle du détroit de Taiwan

Alexandre Gandil
CERI – Sciences Po

Sociétés politiques comparées, 54, mai-août 2021

ISSN 2429-1714

Editeur : Fonds d'analyse des sociétés politiques, FASOPO, Paris | <http://fasopo.org>

Citer l'article : Alexandre Gandil, « Une épistémologie de la "question taiwanaise". Ce que Kinmen (Quemoy) révèle du détroit de Taiwan », *Sociétés politiques comparées*, 54, mai/août 2021, http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia1_n54.pdf



Une épistémologie de la "question taiwanaise". Ce que Kinmen (Quemoy) révèle du détroit de Taiwan.

Résumé

Il est coutume de se représenter le détroit de Taiwan comme l'espace articulant les relations entre les entités circonscrites par ses deux rives : le continent chinois à l'Ouest et (l'île de) Taiwan à l'Est. Cette représentation contredit pourtant la cartographie politique réelle de la zone dans la mesure où la souveraineté du gouvernement de Taipei enjambe le détroit en s'exerçant sur l'archipel de Kinmen, situé à une dizaine de kilomètres de la ville de Xiamen (en République populaire de Chine), soit vingt fois plus loin de l'île de Taiwan proprement dite. En se fondant sur le concept foucauldien d'« événementialisation », le présent article propose d'étudier les mécanismes ayant conduit à l'invisibilisation de Kinmen dans la cartographie imaginée du détroit de Taiwan. Cette approche généalogique révèle que la « question taiwanaise » procède en réalité d'un amalgame entre deux conflits de souveraineté articulés autour du même espace maritime.



An epistemology of the "question of Taiwan". What Kinmen (Quemoy) reveals about the Taiwan Strait.

Abstract

The Taiwan Strait is commonly regarded as the border area which articulates the relationship between the entities circumscribed by its two shores: the Chinese mainland on the West and Taiwan (Island) on the East. Yet, this representation contradicts the political cartography of this area. The Taipei government's sovereignty actually spans the Taiwan Strait to include Kinmen, an archipelago located off the coast of Mainland China, *i.e.* twenty times closer to the city of Xiamen (PRC) than to Taiwan Island. This paper, based on Michel Foucault's concept of "eventualization", aims at unveiling the mechanisms responsible for Kinmen's invisibilisation in the imagined cartography of the Taiwan Strait. Such a genealogical approach reveals that the so-called "Taiwan issue" actually stems from an amalgam between two distinct sovereignty issues taking place in the same maritime space.



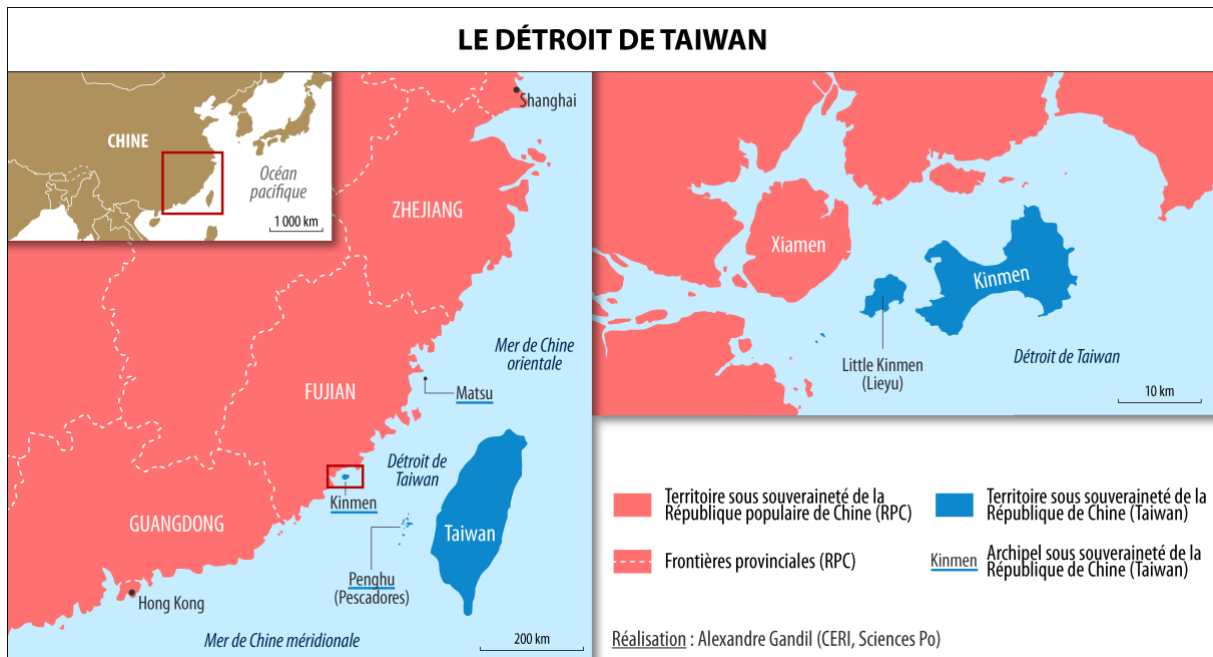
Mots-clés

Chine ; découpage géographique ; détroit de Taiwan ; événementialisation ; frontières naturelles ; généalogie ; Kinmen ; Taiwan.



Keywords

China; eventualisation; genealogy; geographic breakdown; Kinmen; natural borders; Taiwan; Taiwan Strait.



Par définition, un détroit est un bras de mer assurant une double fonction d'interface : entre deux espaces maritimes, d'une part, et entre deux espaces terrestres, d'autre part¹. Ainsi le détroit de Taiwan met-il en regard, selon un axe Nord-Sud, la mer de Chine orientale avec la mer de Chine méridionale et, selon un axe Est-Ouest, l'île de Taiwan avec le continent chinois. Ce sont ces mots, ceux de la géographie, auxquels les acteurs et les observateurs ont systématiquement recours pour appréhender la « question taiwanaise », c'est-à-dire le fait que Taiwan échappe *de facto* à la souveraineté de la République populaire de Chine (RPC) et, corollairement, ses implications quant au statut international de l'île, sous souveraineté de la République de Chine.

Cette spatialisation contredit pourtant la cartographie politique réelle de la région. La souveraineté du gouvernement de Taipei enjambe le détroit de Taiwan, depuis l'île de Taiwan à l'Est jusqu'à l'archipel de Kinmen (anciennement Quemoy) à l'Ouest, qui se trouve quasi encastré dans les côtes de la province du Fujian (RPC)². Le prétendu bon sens visant à justifier cette non-congruence par seul souci de pragmatisme et de simplification, mettant en avant la petite taille de Kinmen (150 km², soit 240 fois moins que l'île de Taiwan proprement dite), ne résiste pas longtemps à l'analyse : d'une part car il s'agit du seul territoire frontalier d'importance entre les deux États³, et d'autre part car il s'est agi de l'unique théâtre de leur conflit ouvert de 1955 à 1978, non sans de vastes répercussions internationales⁴.

Cette « problématisation de l'évidence⁵ » ou « mise en énigme de ce qui paraît normal⁶ », qui remet en cause la congruence entre tracés géomorphologiques et frontières politiques dans le détroit de Taiwan, incite dès lors à établir une « histoire de la manière » dont cet espace maritime « fait problème »⁷ au regard de l'unité de la Chine. Autrement dit, il s'agit de restituer le détroit de Taiwan comme un construit politique, de

¹ Voir entre autres les efforts de théorisation livrés dans : Picouet et Renard, 2002, 7-11 ; Lasserre, 2004, 279-286 ; Mareil et Baron Yellès, 2013, 1-14.

² Soit donc vingt fois plus près de l'île de Xiamen que de celle de Taiwan.

³ La République de Chine exerce également sa souveraineté au large du continent sur l'archipel de Matsu, cinq fois plus petit et 10 fois moins peuplé que celui de Kinmen (139 506 habitants *versus* 13 279 fin 2020), et de Wuchiu, 75 fois plus petit et 205 fois moins peuplé (679 habitants fin 2020).

⁴ Sur les vastes répercussions internationales en matière médiatique, politique et militaire de ces affrontements, voir le meilleur panorama dressé jusqu'à ce jour par Stolper (1985). Sur le débat entourant l'emploi potentiel de l'arme nucléaire par les États-Unis lors des deux premières crises du détroit de Taiwan en particulier (1954-1955 et 1958), voir entre autres : Halperin, 1966, 112-115 ; Chang, 1988, 96-123.

⁵ Abbott, 2004, 123-126.

⁶ Lemieux, 2012, 30.

⁷ Entretien avec Michel Foucault de 1981 reproduit dans : Berten, 1988, 18.

l'événementialiser par-delà le poids de « belles certitudes géographiques⁸ » en mettant à jour les motivations des opérateurs de ce découpage régional. Cette démarche s'inspire du « mythe » de l'invention des continents tel que dévoilé par Martin Lewis et Karen Wigen⁹, ainsi que des multiples tentatives restituées par Jean François-Bayart pour circonscrire la région « MENA » (Moyen Orient – Afrique du Nord)¹⁰. Ainsi doit-il être possible, en faisant basculer Kinmen d'angle mort à point de focale, d'établir une épistémologie de la « question taiwanaise ».

LE DETROIT DE TAIWAN AU TOURNANT DES ANNEES 1950, LIGNE DE FRACTURE DE L'UNITE DE LA CHINE

Au tournant des années 1950, le détroit de Taiwan vient poser problème de deux manières distinctes sans que le cas particulier de Kinmen ne ressurgisse encore : d'une part, en tant que front prospectif de la guerre civile chinoise, là où les combats entre nationalistes et communistes sont appelés à se cristalliser temporairement, et d'autre part en tant que cicatrice du « siècle de honte » – traumatisme partagé par les nationalistes et les communistes¹¹ lié au morcellement du territoire national par les puissances étrangères du milieu du XIX^e siècle (Première guerre de l'opium, 1839-1842) au milieu du XX^e (fin de la Seconde guerre mondiale)¹² – et, par-là même, en tant que potentielle limite d'une communauté imaginée chinoise.

La menace de la partition

Le 1^{er} octobre 1949 consacre certes la partition de la Chine par la création de la RPC, et la coexistence *de facto* de deux États chinois se partageant le territoire considéré comme national. Mais celle-ci s'inscrit en réalité dans une séquence historique plus longue : la guerre civile chinoise, opposant le Parti nationaliste chinois [*Guomindang*] (KMT) au Parti communiste chinois [*Gongchandang*] (PCC) de façon intermittente depuis 1926. Elle marque donc moins le point final que le point d'orgue d'un conflit dont la résolution réside toujours dans l'anéantissement total de la partie adverse, les combats ne cessant pas du jour au lendemain pour consacrer une frontière pérenne entre les deux entités¹³.

Pour autant, les deux partis prévoient que la lutte armée finisse par se cristalliser, du moins temporairement, autour du détroit de Taiwan. En effet depuis 1948, Chiang Kai-shek envisage sérieusement de faire de l'île de Taiwan sa base de repli, notamment en raison de la protection que lui assure le détroit contre une attaque des communistes, dont les capacités militaires sont encore insuffisantes pour réaliser une telle opération¹⁴. C'est pourquoi dès mars 1949, le PCC appelle à la « libération de Taiwan », alors même que le KMT contrôle encore une bonne partie du Sud chinois.

C'est donc par anticipation que le détroit de Taiwan est consacré comme prisme par les deux belligérants dans le cadre de la guerre civile, ce qui diffracte leurs visions stratégiques respectives en les rejetant par-delà ses deux rives. Le cas de Kinmen n'est pas volontairement mis de côté par souci de pragmatisme ou de clarté, mais invisibilisé car implicitement subordonné à un projet-phare qui le dépasse : la réunification du territoire national chinois dans son ensemble. Or cette frontière anticipatoire en recoupe une autre, à la fois historique

⁸ Pelletier et Vanier, 1997, 164.

⁹ Lewis et Wigen, 1997.

¹⁰ Bayart, 2016.

¹¹ Callahan, 2004, 199-218.

¹² Nombre de puissances européennes (au premier rang desquelles le Royaume-Uni, la France et la Russie) ainsi que l'Empire nippon ont, à cette période, progressivement grignoté le littoral chinois soit par des annexions de territoire, soit en vertu du régime de concessions établi par la série de « traités inégaux » signés sous la contrainte.

¹³ *Ex tempore*, le cas de la Chine de 1949 se comprend mieux à la lumière de la guerre civile espagnole (1936-1939), qui a également été le théâtre d'un affrontement entre deux États se considérant chacun comme seul représentant légitime de la même nation : la République espagnole (*República Española*), seconde du nom, fondée en 1931, et l'État espagnol (*Estado Español*), créé dès 1936.

¹⁴ Voir entre autres : He, 1992, 1-16 ; Chen, 2004, 50-52.

et contemporaine : celle séparant l'ex-colonie japonaise et actuelle province chinoise de Taiwan du reste de la Chine.

La menace de la sécession

Le territoire correspondant à la province de Taiwan, établie en 1887 (deux siècles après l'intégration de l'île de Taiwan proprement dite dans le giron chinois) et à laquelle Kinmen n'appartient pas, est cédé par l'Empire mandchou au Japon en 1895 en vertu du Traité de Shimonoseki [*Maguan tiaoyue*]. À ce titre, le détroit de Taiwan représente une cicatrice du siècle de honte ; néanmoins, il aura fallu attendre 1941 et l'entrée officielle en guerre de la Chine contre le Japon pour que le KMT et le PCC réclament le retour de Taiwan sous souveraineté chinoise, contrairement à d'autres parties occupées du territoire national.

De fait, jusqu'au début des années 1940, le PCC a constamment présenté la colonie japonaise comme une entité séparée de la Chine, dont la population constituerait une « nationalité » [*minzu*] voire une « race » [*zhongzu*] distincte, et dont les ressortissants vivant en Chine ne pourraient être considérés comme une minorité nationale puisqu'originaires de l'étranger¹⁵. À ce titre, il est souvent rappelé que Mao Zedong, dans un entretien accordé au journaliste américain Edgar Snow en 1936, s'est explicitement prononcé en faveur de l'indépendance de Taiwan une fois ce territoire libéré du joug japonais¹⁶. Symétriquement, pour le KMT, le recouvrement de la province perdue en 1895 n'a pas constitué un objectif du parti avant les dernières années de la Seconde guerre mondiale, Sun Yat-sen s'étant lui-même prononcé en faveur d'une autonomie de ce territoire au sein de l'Empire nippon¹⁷.

La conception du détroit comme cicatrice du siècle de honte, parce qu'établie de façon quasi rétrospective, souligne bien la conscience par les deux partis de la trajectoire historique distincte de Taiwan vis-à-vis du reste de la Chine. Projet consacré par les déclarations interalliées du Caire (26 novembre 1943) puis de Potsdam (26 juillet 1945)¹⁸, la restitution de l'ex-colonie japonaise est effectivement réalisée le 25 octobre 1945, à la suite de la reddition nipponne. Elle se solde par l'imposition immédiate d'un régime administratif dérogatoire contre lequel la population taiwanaise se soulève 16 mois plus tard, à partir du 28 février 1947¹⁹. La répression sanglante du soulèvement provoque alors un tournant en ce qu'elle radicalise les mouvements d'opposition taiwanais, qui ne se contentent plus de militer pour une autonomie locale au sein d'un État chinois, mais désormais pour la création d'un État taiwanais indépendant.

C'est ainsi que naît, pour la première fois et en dehors de la logique de guerre civile qui sévit sur le continent, une question proprement taiwanaise articulée en regard de l'unité de la Chine : celle de l'appartenance ou non de Taiwan (dans ses frontières d'ex-colonie japonaise) à la nation chinoise, quel que soit l'État reconnu légitime pour la représenter. Or celle-ci ne tarde pas à être visitée par l'opposition entre le KMT et le PCC, puis entre la République de Chine et la République populaire de Chine.

La réactualisation de la colonisation japonaise de Taiwan

L'incident du 28 février est rapidement réinjecté dans le paradigme de la guerre civile par le KMT et par le PCC. Dès le 10 mars 1947, Chiang Kai-shek impute la responsabilité du soulèvement aux forces communistes, pourtant embryonnaires sur l'île. Selon la thèse forte de Steven Phillips, cela lui permet

¹⁵ Hsiao et Sullivan, 1979, 446-467.

¹⁶ Snow, 1937, 102.

¹⁷ Wachman, 2007, 73.

¹⁸ Pour la déclaration du Caire : "[...] all the territories Japan has stolen from the Chinese, such as Manchuria, Formosa, and the Pescadores, shall be restored to the Republic of China. ». Pour la déclaration de Potsdam : « The terms of the Cairo Declaration shall be carried out and Japanese sovereignty shall be limited to the islands of Honshu, Hokkaido, Kyushu, Shikoku and such minor islands as we determine. » Voir : États-Unis, 1943, 393 et États-Unis, 1945, 137.

¹⁹ Sur les modalités du changement d'administration, voir : Mengin, 2013, 32-45.

« d'importer le problème communiste²⁰ » à Taiwan en même temps que la logique de guerre civile, et de légitimer son emprise sur la province.

De leur côté, trois figures communistes du soulèvement²¹ se réfugient à Hong Kong et forment en 1947 la Ligue pour l'autonomie démocratique de Taiwan [*Taiwan minzhu zizhi tongmeng*]. Elles contribuent à insérer le 28 février dans l'histoire globale de la révolution communiste²² et luttent, à partir de la fin 1949, pour une « autonomie limitée » de la province de Taiwan au sein de la RPC²³. La participation de la Ligue aux côtés du Comité révolutionnaire du KMT [*Guomindang geming weiyuanhui*] (fondé en 1948) à la première session plénière de la Conférence consultative politique du Peuple chinois [*Zhongguo renmin zhengzhi weishang huiyi*], le 21 septembre 1949, souligne bien la prise en compte par le PCC du double problème que pose alors le détroit de Taiwan au regard de l'unité chinoise : celle du rapport de Taiwan à la nation chinoise, et celle du parti légitime à représenter cette nation dans son ensemble.

Finalement, il y a donc une tentative si ce n'est de résoudre, du moins d'étouffer la question de l'appartenance de Taiwan à la nation chinoise par son énonciation à travers le prisme de la guerre civile. Au tournant des années 1950, le détroit de Taiwan vient alors simultanément articuler deux dynamiques – l'une sino-chinoise, l'autre sino-taiwanaise – pourtant irréductibles l'une à l'autre, car fondamentalement inscrites dans des temporalités différentes et sur des espaces différents.

KINMEN DES ANNEES 1950 AUX ANNEES 1970, POINT D'ARRIMAGE CONTINGENT DE TAIWAN AU CONTINENT

Il faut attendre l'internationalisation de la guerre civile pour que le cas de Kinmen et des derniers archipels côtiers de Chine méridionale encore sous contrôle nationaliste pose problème, et comprendre pourquoi la partition chinoise s'est cristallisée de façon non congrue à la ligne médiane du détroit de Taiwan.

L'intervention américaine et la thèse du statut indéterminé de Taiwan

Initialement peu enclins à s'ingérer militairement dans la guerre civile chinoise, les États-Unis changent brusquement de position avec l'éclatement de la guerre de Corée en juin 1950. Le président Harry Truman, en vertu de sa doctrine d'endiguement (*containment*) du communisme, décide alors d'envoyer la VII^e flotte de l'US Navy pour neutraliser le détroit de Taiwan. Afin de justifier cette intervention, il rompt avec la posture initiale des Alliés quant à la légalité de la rétrocession de Taiwan à la République de Chine, qu'il avait pourtant rappelée quelques mois seulement auparavant²⁴, et mobilise la thèse du statut indéterminé de ce territoire²⁵.

L'intervention américaine s'avère donc, à deux titres, révélatrice du double enjeu de souveraineté qui se joue dans le détroit de Taiwan. D'abord, parce qu'elle met en lumière l'enchevêtrement de la guerre civile avec la question de l'appartenance de Taiwan à la nation chinoise, en tentant justement de les dissocier l'une de l'autre quant à leur règlement. Il conviendrait d'abord, si ce n'est de mettre un terme à la première, d'au moins désamorcer tout risque de conflit ouvert, afin de pouvoir résoudre pacifiquement la seconde. Ensuite, parce que l'ingérence militaire de Washington exacerbe chacun de ces deux enjeux. La neutralisation du détroit de Taiwan empêche en effet la réunification du territoire considéré comme chinois à court terme et

²⁰ Phillips, 2003, 98.

²¹ Su Xin, Xie Xuehong et Yang Kehuang.

²² Louzon-Benrekassa, 2016, 54-55.

²³ Phillips, 2005, 49.

²⁴ "In keeping with these declarations [Cairo and Potsdam], Formosa was surrendered to Generalissimo Chiang Kai-shek, and for the past 4 years, the United States and the other Allied powers have accepted the exercise of Chinese authority over the Island." Voir : États-Unis, 1950a, 79.

²⁵ "[...] The occupation of Formosa by Communist forces would be a direct threat to the security of the Pacific area and to United States forces performing their lawful and necessary functions in that area. Accordingly I have ordered the 7th Fleet to prevent any attack on Formosa. As a corollary of this action I am calling upon the Chinese Government on Formosa to cease all air and sea operations against the mainland. [...] The determination of the future status of Formosa must await the restoration of security in the Pacific, a peace settlement with Japan, or consideration by the United Nations." C'est moi qui souligne. Voir : États-Unis, 1950b, 5. Sur la thèse du statut indéterminé de Taiwan, voir : Chen et Reisman, 1972, 599-671.

prolonge donc la coexistence *de facto* de deux États chinois, d'une part, et la mobilisation de la thèse du statut indéterminé introduit la perspective concrète d'une soustraction de Taiwan à toute souveraineté chinoise²⁶, d'autre part.

Plus encore, en faisant basculer le détroit de Taiwan d'espace de continuité à espace de rupture et en tentant de désenchevêtrer les deux enjeux de souveraineté que celui-ci articule, l'intervention américaine met en lumière ce qui sépare la cartographie imaginée du détroit de Taiwan de la cartographie réelle du conflit entre Chine populaire et République de Chine ; le cas de Kinmen devient alors un enjeu de premier plan.

Le débat sur l'appartenance de Taiwan à la nation chinoise

Contrairement au cas de Taiwan, les puissances occidentales estiment que l'appartenance de Kinmen et des autres archipels côtiers à la nation chinoise est indiscutable, puisqu'ils n'ont pas été cédés au Japon par le traité de Shimonoseki. Certes, l'archipel de Kinmen a bien été occupé par le Japon entre 1937 et 1945 dans le cadre de la guerre sino-japonaise, mais sans faire l'objet d'un traité, d'une part, ni être soumis à un régime de nature colonisatrice, d'autre part. Telle est la position assumée publiquement par le Secrétaire d'État américain John Foster Dulles dès 1954²⁷, mais aussi par plusieurs de ses homologues l'année suivante : le Britannique Anthony Eden²⁸, le Canadien Lester Pearson²⁹ et l'Australien Richard Casey³⁰.

La neutralisation du détroit de Taiwan fait donc de ces petits archipels côtiers les ultimes réceptacles potentiels de la guerre civile chinoise. En effet, l'intervention de la VII^e flotte dans le détroit met un terme à toute perspective d'invasion de Taiwan par l'Armée populaire de libération, et toute attaque visant à s'extraire de ces territoires par les troupes nationalistes remettrait en cause l'indispensable soutien de Washington au régime de Chiang Kai-shek. Pour autant, le meilleur moyen d'éviter une escalade du conflit réside encore, d'après les États-Unis, dans le désamorçage de tout potentiel crisogène et donc, *in fine*, dans l'évacuation progressive des archipels côtiers au profit de la RPC. La défense à tout prix de ces territoires pourrait en effet impliquer une offensive armée à l'encontre du continent ; or ni la majeure partie de l'administration américaine, ni l'opinion publique, ne souhaitent alors entrer en guerre contre la Chine populaire³¹. L'objectif est donc de précipiter la congruence réelle entre la ligne de front entre les deux Chine et la ligne médiane du détroit de Taiwan.

De fait, les difficultés de ravitaillement depuis l'île de Taiwan incitent les nationalistes à abandonner la plupart de leurs positions au large du continent³² – ce qui invite la presse internationale à soulever la perspective, défendue entre autres par le gouvernement britannique et débattue au sein de l'administration américaine, du retrait total des troupes de la République de Chine dans la zone³³. Mais cette éventualité est considérée comme inacceptable du point de vue des deux gouvernements chinois en ce qu'elle pourrait

²⁶ Lewis, 1962, 16.

²⁷ “[...] technical sovereignty over Formosa and the Pescadores has never been settled. [...] Therefore, the juridicial status of these islands [...] is different from the juridicial status of the offshore islands which have always been Chinese territory.” Voir : États-Unis, 1954a, 896.

²⁸ Avant sa nomination au poste de Premier ministre la même année, celui-ci déclare à la Chambre des Communes : “Formosa and the Pescadores are therefore, in the view of Her Majesty’s Government, territory the de jure sovereignty over which is uncertain or undetermined. The Nationalist-held islands in close proximity to the coast of China are in a different category from Formosa and the Pescadores since they undoubtedly form part of the territory of the People’s Republic of China.” Cette posture s’explique par la reconnaissance diplomatique de la RPC par le Royaume-Uni dès 1950. Voir : Royaume-Uni, 1955.

²⁹ “In this area of tension and danger a distinction, I think, can validly be made between the position of Formosa and the Pescadores and the islands off the China coast now in Nationalist hands: the latter are indisputably part of the territory of China; the former Formosa and Pescadores which were Japanese colonies for fifty years prior 1945 and had had a checkered history before are not.” Voir : Canada, 1955, 499.

³⁰ “Formosa was a Japanese possession from 1895 to 1945. On the defeat of Japan, Formosa was temporarily occupied by Chiang Kai-shek pending its final disposal by the Allies. [...] The separation of the problems of Formosa and the Pescadores on the one hand and the off-shore islands on the other may take time. [...] If we can achieve this separation, and if we can so define the problem that each side clearly understands the intentions of the other, I believe that the danger of hostilities can be avoided.” Voir : Australie, 1955, 127-128.

³¹ Stolper, 1985, 51.

³² Les dernières avancées communistes interviennent au début de 1955, avec la prise des îles Tachen et Yijiangshan, au large de la province du Zhejiang.

³³ À ce titre, la correspondance entre le Premier ministre britannique Winston Churchill et le président américain Dwight Eisenhower est riche d’enseignements. Leurs échanges lors de la première crise du détroit de Taiwan sont repris et commentés par Boyle (1990, 184-207). Pour une analyse détaillée de la position britannique, voir Dockrill, 1989, 173-196.

définitivement remettre en cause le projet d'unification de la Chine au sein d'un seul et même État dont Taiwan serait l'une des provinces.

Une mise à profit de la discontinuité territoriale

Partagées par le KMT et le PCC, la conception de Taiwan comme partie intégrante du territoire national chinois, d'une part, et la volonté impérieuse de réunifier ce dernier, d'autre part, engendrent alors un double refus : celui, nationaliste, d'évacuer Kinmen et celui, communiste, de le conquérir sans envahir simultanément Taiwan. En d'autres termes, c'est pour préserver la continuité entre Taiwan et le continent chinois qu'une discontinuité, assurée par Kinmen, a été maintenue au large de ce dernier.

Côté nationaliste, Chiang Kai-shek surcharge alors Kinmen de ses troupes, y faisant stationner jusqu'à près de 100 000 soldats durant la seconde moitié des années 1950, soit plus de deux fois le nombre de civils³⁴. Mais malgré ses efforts pour assurer la protection de ce territoire par les États-Unis³⁵, le gouvernement de Taipei n'est parvenu à obtenir de Washington qu'une défense conditionnelle et non explicite des archipels côtiers dans le traité de défense sino-américain de décembre 1954³⁶ et la « Résolution conjointe sur la défense de Formose » de janvier 1955³⁷.

Côté communiste, la stratégie privilégiée est celle d'un bombardement continu de Kinmen pour alimenter un climat de guerre civile ouverte au large du continent, d'inciter les États-Unis à se désengager du conflit par risque d'escalade, et d'acculer la République de Chine afin de pouvoir enfin lancer une offensive à travers le détroit. Mao Zedong en a lui-même fait la publicité lors d'un entretien accordé au journaliste américain Edgar Snow en 1960³⁸ – propos par la suite corroborés dans les mémoires de son entourage, bien que celles-ci aient pu être le fruit d'une reconstruction³⁹. De fait, à la suite de la seconde crise du détroit de Taiwan en 1958, les bombardements communistes revêtent un triple aspect symbolique. Par leur fréquence, d'abord, dans la mesure où ils n'interviennent qu'un jour sur deux (les jours impairs) ; par leur intensité, ensuite, puisque les obus tirés ne sont plus chargés de matière explosive mais de matériel de propagande⁴⁰ ; par leur destination, enfin, évitant soigneusement des infrastructures névralgiques à la suite d'un accord passé via les gigantesques haut-parleurs situés de part et d'autre du bras de mer⁴¹.

Finalement, la souveraineté sauvegardée de la République de Chine sur Kinmen ne fait donc bien problème qu'à la faveur d'une construction du politique fondamentalement articulée autour de l'appartenance de Taiwan à la nation chinoise. Ainsi la recherche d'une discontinuité territoriale au large de la Chine continentale, d'une part, et son invisibilisation dans la cartographie imaginée du détroit de Taiwan, d'autre part, ne doivent-elles pas être envisagées comme contradictoires : elles constituent en réalité le revers et

³⁴ Szonyi, 2008, 48.

³⁵ Dans un entretien accordé au magazine *Time* en 1955, Chiang Kai-shek insiste sur la dimension psychologique du maintien de Kinmen sous son contrôle, tant en faveur de la lutte internationale contre le communisme que de la motivation de ses propres soldats. Voir : *Time*, 1955.

³⁶ "The Government of the Republic of China grants, and the Government of the United States of America accepts, the right to dispose such United States land, air and sea forces in and about Taiwan and the Pescadores as may be required for their defense, as determined by mutual agreement." C'est moi qui souligne. Voir : États-Unis, 1954b, 899.

³⁷ "[...] that the President of the United States be and he hereby is authorized to employ the Armed Forces of the United States as he deems necessary for the specific purpose of securing and protecting Formosa and the Pescadores against armed attack, this authority to include the securing and protection of such related positions and territories of that area now in friendly hands [...]" C'est moi qui souligne. Voir : États-Unis, 1955, 213.

³⁸ « Nous nous sommes déjà ouvertement prononcés sur la question [de Kinmen et Matsu], en faveur d'un maintien de ces archipels sous contrôle de Chiang Kai-shek. [...] Ce que nous voulons, c'est l'ensemble de la région de Taiwan, c'est-à-dire Taiwan, l'archipel de Penghu, Kinmen et Matsu inclus, qui appartiennent tous au territoire chinois. [...] Nous ne voulons pas seulement Kinmen et Matsu, mais l'ensemble de Taiwan et de l'archipel de Penghu. Ce problème pourra peut-être encore nous tarauder pour très longtemps. [...] Car l'administration des États-Unis ne veut se résoudre à abandonner Taiwan. [...] Tant que [les troupes étasuniennes] seront à Taiwan, nous n'oserons pas lancer d'attaque. » Voir : République populaire de Chine, 1994, 448-454.

³⁹ Notamment l'homme fort de la propagande du PCC, Wu Lengxi, et le médecin du Grand Timonier, Li Zhishui. « Nous voulons que les troupes étasuniennes se retirent de Taiwan, et que celles de Chiang se retirent de Kinmen et Matsu. Tant qu'il n'y aura pas de retrait, je continuerai les bombardements. Taiwan est trop loin pour subir les frappes, alors je bombarde Kinmen et Matsu. » Propos rapportés dans Wu, 1995, 74. « Quemoy et Matsu constituent notre lien avec Taiwan, disait-il. Si nous les prenons, nous perdons ce lien. Tous les hommes ont deux mains, n'est-ce pas ? Si nous perdons nos deux mains, Taiwan sera hors d'atteinte. Elle nous échappera. » Propos rapportés dans Li, 1994, 294.

⁴⁰ Pour la plupart, des prospectus à la gloire de l'idéologie maoïste dénigrant le KMT en général et Chiang Kai-shek en particulier, ainsi que des paquets de cigarettes.

⁴¹ Voir les observations, faites sur place, de Garreau (1959, 75-76) et l'analyse livrée par Lewis (1962, 13).

l'avère d'une seule et même pièce. En d'autres termes, si le maintien de la souveraineté de la République de Chine sur Kinmen n'a pas remis en cause la dialectique entre les territoires circonscrits par les deux rives du détroit, c'est justement parce qu'il en est le produit.

LA « QUESTION TAIWANAISE » DEPUIS LES ANNEES 1970 : UNE RETERRITORIALISATION DE LA PARTITION CHINOISE

Parallèlement aux efforts menés le long du continent, les tractations diplomatiques se sont poursuivies afin de conserver, ou de dérober au gouvernement rival, le statut de seul représentant légitime de la nation chinoise auprès des États tiers et de la communauté internationale. C'est l'avantage décisif pris par la RPC dans ce domaine, à partir du tournant des années 1970⁴², qui provoque la construction d'une unique « question taiwanaise », privant dès lors la partition chinoise de son historicité propre et réinjectant la trajectoire de la République de Chine au sein de l'histoire longue de Taiwan, dont elle ne représente plus qu'une simple séquence.

Construire la « question taiwanaise » par le découpage géographique

Compte tenu des modalités ayant conduit à l'internationalisation de la guerre civile, la stratégie du gouvernement de Pékin est double. Il s'agit, d'une part, de discréditer la thèse du statut indéterminé de Taiwan en faisant admettre son inclusion au sein du territoire national chinois, et d'autre part, de parvenir à se faire reconnaître comme seul gouvernement légitime à exercer sa souveraineté sur ce même territoire. Ces deux dimensions et leurs interpénétrations sont repérables dans les négociations qui se sont tissées entre la RPC et les États-Unis au cours des années 1970 : par le communiqué de Shanghai (1972), dans lequel les États-Unis reconnaissent que « l'ensemble des Chinois de part et d'autre du détroit de Taiwan soutiennent qu'il n'existe qu'une seule Chine et que Taiwan fait partie de la Chine⁴³ », puis par la déclaration conjointe sur l'établissement de relations diplomatiques entre Washington et Pékin (1978). Au 1^{er} janvier 1979, les troupes américaines ont quitté la République de Chine, et la République populaire a cessé de bombardier Kinmen.

Mais lors de ces négociations, les États-Unis se sont en réalité dégagés une marge de manœuvre pour maintenir des relations non officielles avec la République de Chine. Cet accommodement se fonde sur la réactualisation du découpage tracé par le traité de Shimonoseki : en reconnaissant le point de vue des gouvernements de Pékin et de Taipei sur l'appartenance de Taiwan à la nation chinoise sans y adhérer explicitement (1972), puis en votant le Taiwan Relations Act en 1979 dont la définition donnée du terme « Taiwan » dans le point 2 de la section 15 trace très nettement une ligne médiane dans le détroit⁴⁴.

Face à cette tendance partagée par d'autres États⁴⁵ ainsi qu'à la démocratisation et à l'indigénisation de la République de Chine (entreprise à partir du tournant des années 1990)⁴⁶, la RPC publie en 1993 son premier livre blanc sur la « question taiwanaise », « afin de faciliter la compréhension de la communauté internationale⁴⁷ ». Celui-ci propose une analyse diachronique des relations de part et d'autre du détroit depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, inscrivant dès lors la rupture de 1949 dans une dialectique articulée autour du

⁴² Depuis l'admission de la Chine populaire à l'ONU le 25 octobre 1971 (et l'exclusion corollaire de la République de Chine) jusqu'à l'établissement de relations diplomatiques entre Washington et Pékin le 1^{er} janvier 1979, le gouvernement de Taipei a perdu 39 alliés diplomatiques. Pour une analyse détaillée de cette période charnière, lire : Mengin, 2013, 104-118.

⁴³ «The U.S. side declared: The United States acknowledges that all Chinese on either side of the Taiwan Strait maintain there is but one China and that Taiwan is part of China. The United States does not challenge that position.» Voir : États-Unis, 1972, 436-437.

⁴⁴ «The term "Taiwan" includes, as the context may require, *the islands of Taiwan and the Pescadores*, the people *on those islands*, corporations and other entities and associations created or organized under the laws applied *on those islands*, and the governing authorities on Taiwan recognized by the United States as the Republic of China prior to January 1, 1979, and any successor governing authorities (including political subdivisions, agencies, and instrumentalities thereof).» C'est moi qui souligne. États-Unis, 1979.

⁴⁵ Chen et Reisman, 1972, 645-646.

⁴⁶ Sur les ressorts de la démocratisation du régime nationaliste et son indigénisation comme corollaire, voir : Mengin, 1997, 27-41.

⁴⁷ République populaire de Chine 1993.

rapport de l'entité « Taiwan » à l'entité « Chine ». Cela conduit à invisibiliser Kinmen, dont le nom n'est d'ailleurs rappelé qu'une seule fois tout au long du livre blanc⁴⁸.

Étudier la « question taiwanaise » en se focalisant sur l'île de Taiwan

Si dans le cadre fondamentalement inextricable de la politique d'une seule Chine, la gestion de l'irrédentisme de la RPC nécessite d'établir une continuité, et donc de forcer la congruence, entre l'ex-colonie japonaise de Taiwan et l'entité politique dont le contrôle effectif échappe au gouvernement de Pékin, c'est le même procédé qui préside à la production du savoir sur le détroit de Taiwan à partir du tournant des années 1980, avec l'institutionnalisation et la promotion des « études taiwanaises ».

Afin de porter sa politique de « réunification pacifique », substituée à celle de « libération de Taiwan » en 1979, la RPC inaugure l'année suivante le tout premier institut de recherche en études taiwanaises au sein de l'université de Xiamen. En dépit de sa proximité géographique avec Kinmen, l'accent des recherches a été immédiatement porté sur la dynastie Qing (1644-1912) et la mise en valeur des relations culturelles, administratives et commerciales à travers le détroit, justifiant de l'intégration de Taiwan au sein de l'empire mandchou avant 1895⁴⁹. En d'autres termes, la réunification nationale est moins envisagée, depuis Pékin, comme l'absorption de tout territoire et de toute population échappant encore à son contrôle du fait de la partition, que comme la gouvernance recouvrée de Taiwan depuis le continent (tout comme en 1945⁵⁰).

En République de Chine, les politiques de démocratisation et d'indigénisation du régime ont permis, à partir du tournant des années 1990, l'épanouissement des débats soulevés par les historiographes nativistes taiwanais par-delà les seules publications dissidentes, et l'extraction de l'histoire de Taiwan en dehors du paradigme sino-centré des chroniques impériales⁵¹. Le régime de Chiang Kai-shek en vient alors parfois même à être présenté comme un « pouvoir d'origine étrangère⁵² », en flagrant contraste avec les travaux de sinologues occidentaux (notamment américains) des deux décennies précédentes, qui avaient fait de Taiwan leur terrain privilégié d'analyse de la société chinoise⁵³. La diffusion subséquente des études taiwanaises dans les États tiers, avec pour objectif de restituer la trajectoire historique distincte de Taiwan vis-à-vis de la Chine, a en outre pu être qualifiée, à tort ou à raison, de manœuvre indépendantiste⁵⁴ – non pas tant en faveur de la coexistence de deux États chinois sur la scène internationale, mais du règlement du statut indéterminé de l'ex-colonie nipponne.

Ainsi, parce que l'objet de recherche des études taiwanaises n'est pas l'espace maritime en soi, mais bien cette « aire culturelle nommée Taiwan⁵⁵ », tout savoir sur le premier est nécessairement un savoir sur le second. À de très rares exceptions près, tout historien ou tout chercheur soucieux d'historicité « trace » le même « itinéraire » à travers le « champ événementiel » du détroit de Taiwan, et « raconte » la même « intrigue »⁵⁶ : l'histoire des relations tissées entre ses deux rives. Ce choix, non exempt de considérations déterministes⁵⁷, prive la partition chinoise de son historicité propre ; ses frontières réelles, imparfaitement congrues à la ligne médiane tracée par le détroit, ne seraient alors que des « vêtements d'Arlequin » jetés sur

⁴⁸ « Sur le plan militaire, [...] le bombardement de Kinmen et d'autres îles ont pris fin. » Voir : *Ibid.*

⁴⁹ Ohlendorf, 2014, 477.

⁵⁰ Une commission d'enquête avait alors été mise en place par la République de Chine en 1944 dans la perspective d'une rétrocession à court terme. Voir les sources primaires citées dans Louzon-Benrekassa, 2016, 288-289.

⁵¹ Depuis le lancement du « Projet de recherches de terrain sur l'histoire de Taiwan » par la prestigieuse Academia Sinica (équivalent du CNRS) en 1986 jusqu'à la création de l'Institut d'Histoire de Taiwan en 2004 au sein de ladite académie.

⁵² Sur l'historicité de la notion de « pouvoir d'origine étrangère », voir Yang, 2011.

⁵³ Murray et Hong (1994) livrent une enrichissante analyse critique de ce phénomène.

⁵⁴ Voir les débats soulevés notamment à la suite de la publication précédente, brièvement restitués dans : Simon, 2018, 11-13.

⁵⁵ Corcuff, 2010, 235.

⁵⁶ Veyne, 2015 [1971], 50-58.

⁵⁷ Corcuff, 2010, 245.

la profondeur historique du rapport de Taiwan à la Chine – pour paraphraser Fernand Braudel à propos d'un autre espace maritime⁵⁸.

Corollairement et dans une perspective foucauldienne des rapports de « pouvoir-savoir », la gestion de l'opposition interétatique *de facto*, enserrée dans une gangue sino-taiwanaise, « ne fonctionne et ne se justifie que par cette perpétuelle référence à autre chose qu'elle-même » puisque « vouée à cette requalification par le savoir⁵⁹ » sur Taiwan dans ses frontières d'ex-colonie japonaise et de province chinoise. Cette dynamique s'avère en outre renforcée par l'emploi désormais quasi incontesté du binôme « Chine / Taiwan » pour désigner les deux entités en prise l'une avec l'autre à travers le détroit, établissant dès lors une forme d'équivalence entre les termes de « Taiwan » et de « République de Chine ».

Quand dire « Taiwan » pour dire « République de Chine », c'est faire de Kinmen un angle mort

Dire « Taiwan » n'a pas toujours permis de dire « République de Chine ». C'est la reconnaissance de la République populaire de Chine comme seul État légitime à représenter la Chine dans son ensemble qui a, de manière déterminante, enrichi la polysémie du terme « Taiwan » dans le langage courant. Plus précisément, parce qu'il évacue le cas particulier de Kinmen, l'amalgame entre les deux enjeux de souveraineté à travers le détroit a fait apparaître le terme de « Taiwan » comme un recours quasi évident pour désigner la République de Chine : soit pour éviter d'avoir à dire « République de Chine » en vertu de la politique d'une seule Chine, soit pour dire autrement « République de Chine » afin d'éviter la confusion avec la République populaire de Chine.

Mais aucun énoncé n'existe isolément ; tous s'insèrent dans un même faisceau au sein duquel ils entrent en résonance. Ainsi, bien que les équivalences entre les termes de « Taiwan » et de « République de Chine », d'une part, et entre « Chine » et « République populaire de Chine », d'autre part, ne soient pas absolues, la possibilité d'énoncer en des termes similaires deux problématiques certes liées mais distinctes, s'inscrivant à la fois sur des espaces différents et dans des temporalités différentes, favorise la confusion entre l'opposition interétatique et le rapport diachronique entre les deux entités circonscrites par les rives du détroit. En effet, même si toute ré-énonciation de l'opposition interétatique en conflit « Chine / Taiwan » ne traduit pas forcément une volonté d'historiciser la partition chinoise au sein d'une matrice déformante exclusive de Kinmen, elle ne s'oppose pas plus à un tel processus ; elle le légitime, même, par effets de synonymie, si tant est que l'opérateur du découpage régional soit lui-même conscient de passer sous silence le cas de Kinmen par le truchement d'une synecdoque particularisante. « L'instabilité référentielle » du toponyme « Taiwan », qui pourrait *a priori* tout aussi bien inclure Kinmen en désignant l'ensemble du territoire sous souveraineté du gouvernement de Taipei, s'en retrouve irrémédiablement occultée⁶⁰.

En d'autres termes, ce sont les effets performatifs des toponymes qu'il s'agit de prendre en considération. Nommer l'espace revient toujours à le circonscrire. Dire « Taiwan » pour dire « République de Chine », de même que parler de la « question taiwanaise » pour évoquer le statut du territoire sous souveraineté du gouvernement de Taipei, c'est faire de Kinmen un angle mort⁶¹ – et se priver de prendre en compte toute une partie des développements à travers le détroit de Taiwan.

L'événementialisation du détroit de Taiwan en tant que construit politique, avec l'invisibilisation de Kinmen pour angle d'approche, aura donc permis de restituer le double enjeu de souveraineté que cet espace maritime articule initialement : celui de l'État légitime à représenter la nation chinoise dans son ensemble, d'une part, et celui de l'appartenance de Taiwan à la nation chinoise, quel que soit l'État légitime à la représenter dans son ensemble, d'autre part. La notion de « question taiwanaise » procède d'un amalgame entre ces deux enjeux, déjà imbriqués depuis la décision prise par Chiang Kai-shek de consacrer l'île de Taiwan comme

⁵⁸ Braudel, 1999 [1977], 158.

⁵⁹ Foucault, 2011 [1975], 30.

⁶⁰ Sur la nomination de l'espace en général et l'instabilité référentielle des toponymes en particulier, voir : Debarbieux, 1997, 228.

⁶¹ Sur les effets performatifs du langage, consulter Austin, 1962 et Searle, 1969.

base de repli de la République de Chine dans le cadre de la guerre civile – imbrication alimentée par l’intervention américaine dans le détroit en 1950.

En parvenant à distinguer ces rapports de pouvoir des « effets de vérité⁶² » (notamment fondés sur le déterminisme géographique) qu’ils produisent et dont ils sont le produit, il aura donc été possible de restituer non seulement un discours – au sens foucauldien – sur le détroit de Taiwan, mais aussi ce pourquoi ce discours « ne pouvait pas être autre qu’il n’était⁶³ ». Cette remise en perspective ne devrait donc, sous aucun prétexte, être comprise comme une remise en cause. Il serait en effet particulièrement peu heuristique de tomber dans un écueil normatif, qui s’attacherait seulement à dénoncer rétrospectivement l’invisibilisation de Kinmen. C’est plutôt à partir de ce constat qu’il convient de commencer à raisonner pour renouveler l’étude du détroit de Taiwan⁶⁴.

L’AUTEUR

Alexandre Gandil est doctorant en science politique au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po. Ses recherches portent sur la construction du politique à travers le détroit de Taiwan. Il interroge le rapport du politique à tout déterminisme historique et géographique à partir du cas de l’archipel de Kinmen, en République de Chine (Taiwan).

ABOUT THE AUTHOR

Alexandre Gandil is a PhD candidate in political science in the Centre for International Studies (CERI) at Paris Institute of Political Studies (Sciences Po). His research deals with the construction of the political across the Taiwan Strait. He questions the relationship between the political and any form of historical or geographical determinism through the case of Kinmen, Republic of China (Taiwan).

RÉFÉRENCES

Sources primaires

- AUSTRALIE (1955) “Formosa: statement by the Minister for External Affairs, the Rt. Hon. R. G. Casey, 7th February, 1955”, *Current notes on international affairs*, vol. 26, n° 2, pp. 127-128.
- CANADA (1955) *House of Commons Debates. Official Report (Volume I)* (Ottawa: Queen’s Printer).
- ÉTATS-UNIS (1943) “Conference of President Roosevelt, Generalissimo Chiang Kai-shek, and Prime Minister Churchill in North Africa”, *Department of State Bulletin*, vol. 9, n° 232, p. 393.
- (1945) “Proclamation defining terms for Japanese surrender”, *Department of State Bulletin*, vol. 13, n° 318, p. 137.
- (1950a) “United States policy towards Formosa. Statement by President Truman (released to the press by the White House January 5)”, *Department of State Bulletin*, vol. 22, n° 550, pp. 79-81.
- (1950b) “U.S. air and sea forces ordered into supportive action. Statement by President Truman (released to the press June 27)”, *Department of State Bulletin*, vol. 23, n° 574, pp. 5-6.
- (1954a) “News conference statements. Purpose of treaty with Republic of China. Press release 686 dated December 1”, *Department of State Bulletin*, vol. 31, n° 807, pp. 896-898.
- (1954b) “Mutual defense treaty between the United States of America and the Republic of China”, *Department of State Bulletin*, vol. 31, n° 807, p. 899.
- (1955) “Text of joint resolution on defense of Formosa”, *Department of State Bulletin*, vol. 32, n° 815, p. 213.
- (1972) “Text of joint communiqué, issued at Shanghai, February 27”, *Department of State Bulletin*, vol. 66, n° 1708, pp. 436-437.
- (1979) “Taiwan relations”, Public Law 96-8, *United States Code*, sec. 3301-3316.

⁶² Foucault, 2012b [2001], 404.

⁶³ Foucault, 2012a [2001], 753.

⁶⁴ L’auteur remercie vivement Béatrice Hibou et Françoise Mengin pour leur relecture attentive et leurs recommandations précieuses.

- REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (1993) « *Taiwan wenti yu Zhongguo de tongyi* » 台灣問題與中國的統一 [La question taiwanaise et la réunification de la Chine], URL : http://www.gov.cn/zwggk/2005-05/25/content_661.htm (consulté le 19/07/2019).
- (1994) *Mao Zedong waijiao wenxuan* 《毛澤東外交文選》 (Sélection de textes de Mao Zedong sur les affaires étrangères) (Pékin : Shijie zhishi chubanshe, 1994).
- ROYAUME-UNI (1955) “Formosa and the Pescadores (treaties)”, *Commons and Lords Hansard*, vol. 536, URL : <https://api.parliament.uk/historic-hansard/written-answers/1955/feb/04/formosa-and-the-pescadores-treaties> (consulté le 24/06/2021).

Sources secondaires

- ABBOTT, Andrew (2004) *Methods of Discovery. Heuristics for the Social Sciences* (New York, London: W. W. Norton & Company).
- AUSTIN, John L. (1962) *How to do Things with Words* (Oxford: Clarendon Press).
- BAYART, Jean-François (2016) « Dessine-moi un “MENA” !, ou l'impossible définition des “aires culturelles” », *Sociétés politiques comparées*, n° 38, 2016, URL : www.fasopo.org/sites/default/files/varia1_n38.pdf (consulté le 15/06/2021).
- BERTEN, André (1988) « Entretien avec Michel Foucault (1981) », *Le Genre de l'histoire. Les Cahiers du G.R.I.F.*, n° 37-38, pp. 8-20.
- BRAUDEL, Fernand (1999 [1977]) *La Méditerranée. L'Espace et l'Histoire* (Paris : Champs Flammarion).
- BOYLE, Peter G. (ed.) (1990) *The Churchill–Eisenhower Correspondence, 1953-1955* (Chapel Hill: University of North Carolina Press).
- CALLAHAN, William A. (2004) “National insecurities: humiliation, salvation, and Chinese nationalism”, *Alternatives: Global, Local, Political*, n° 29, pp. 199-218.
- CHANG, Gordon H. (1988) “To the nuclear brink: Eisenhower, Dulles, and the Quemoy-Matsu crisis”, *International Security*, vol. 12, n° 4, pp. 96-123.
- CHEN, Chin-chang [陳錦昌] (2004) *Jiang Zhongzheng qian Tai ji* 蔣中正遷台記 [Chroniques du repli de Chiang Kai-shek à Taiwan] (Taipei : Xiangyang wenhua).
- CHEN, Lung-chu et REISMAN, William M. (1972) “Who owns Taiwan: a search for international title”, *The Yale Law Journal*, vol. 81, n° 4, pp. 599-671.
- CORCUFF, Stéphane (2010) « Étudier Taiwan. Ontologie d'un laboratoire-conservatoire », *Études chinoises*, hors-série, pp. 235-257.
- DEBARBIEUX, Bernard (1997) « La nomination au service de la territorialisation. Réflexions sur l'usage des termes “alpe” et “montagne” », *Le Monde alpin et rhodanien*, n° 2-4, pp. 227-241.
- DOCKRILL, Michael (1989) “Britain and the first off-shore islands crisis, 1954-1955” in DOCKRILL, Michael et YOUNG, John W. (eds.), *British Foreign Policy, 1945-1956* (Basingstoke: Palgrave Macmillan), pp. 173-196.
- FOUCAULT, Michel (2011 [1975]) *Surveiller et punir* (Paris : Gallimard).
- (2012a [2001]) *Dits et écrits I. 1954-1975* (Paris : Gallimard).
- (2012b [2001]) *Dits et écrits II. 1976-1988* (Paris : Gallimard).
- GARREAU, Roger (1959) « La reconnaissance du gouvernement de Pékin », *Politique étrangère*, n° 1, pp. 67-82.
- HALPERIN, Morton H. (1966) *The 1958 Taiwan Straits Crisis: A Documented History* (Santa Monica: RAND).
- HE, Di (1992) ““The last campaign to unify China”: the CCP's unmaterialized plan to liberate Taiwan”, *Chinese Historians*, vol. 5, n° 1, pp. 1-16.
- HSIAO, Frank S. T. et SULLIVAN, Lawrence R. (1979) “The Chinese Communist Party and the status of Taiwan, 1928-1943”, *Pacific Affairs*, vol. 52, n° 3, pp. 446-467.
- LASSERRE, Frédéric (2004) « Les détroits maritimes : réflexion sur des enjeux stratégiques majeurs », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 48, n° 135, pp. 279-286.
- LEMIEUX, Cyril (2012) « Problématiser », in PAUGAM, Serge (dir.), *L'enquête sociologique* (Paris : PUF), pp. 27-51.
- LEWIS, John Wilson (1962) “Quemoy and American China policy”, *Asian Survey*, vol. 2, n° 1, pp. 12-19.
- LEWIS, Martin W. et WIGEN, Kären E. (1997) *The Myth of Continents: A Critique of Metageography* (Berkeley: University of California Press).

- LI, Zhishui (1994) *La vie privée du Président Mao* (Paris : Plon).
- LOUZON-BENREKASSA, Victor (2016) *L'Incident du 28 février 1947, dernière bataille de la guerre sino-japonaise ? Legs colonial, sortie de guerre et violence politique à Taiwan*, thèse : histoire (Paris : Institut d'études politiques).
- MAREIL, Nora et BARON YELLES, Nacima (2013) « Penser le détroit de Gibraltar pour figurer l'entre-deux », *Belgeo*, n° 1, pp. 1-14.
- MENGIN, Françoise (1997) *Trajectoires chinoises : Taiwan, Hong Kong et Pékin* (Paris : Karthala).
- (2013) *Fragments d'une guerre inachevée : les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine* (Paris : Karthala).
- MURRAY, Stephen O. et HONG, Keelung (1994) *Taiwanese Culture, Taiwanese Society: A Critical Review of Social Science Research Done on Taiwan* (Lanham: University Press of America).
- OHLENDORF, Hardina (2014) "The Taiwan dilemma in Chinese nationalism: Taiwan studies in the People's Republic of China", *Asian Survey*, vol. 54, n° 3, pp. 471-491.
- PELLETIER, Philippe et VANIER, Martin (1997) « Les ciseaux du géographe : coupures et coutures du territoire », *Revue géographique de Lyon*, vol. 72, n° 3, pp. 163-165.
- PHILLIPS, Steven E. (2003) *Between Assimilation and Independence: The Taiwanese Encounter Nationalist China, 1945-1950* (Stanford: Stanford University Press).
- (2005) "Building a Taiwanese Republic: The Independence Movement, 1945-Present", in TUCKER, Nancy B. (ed.), *Dangerous Strait. The U.S. – China – Taiwan Crisis* (New York: Columbia University Press), pp. 44-69.
- PICOUET, Patrick et RENARD, Jean-Pierre (2002) « Les détroits : de nouveaux territoires ? L'exemple du Pas-de-Calais », *Mappemonde*, vol. 65, n° 1, pp. 7-11.
- SEALE, John R. (1969) *Speech Acts: An Essay in the Philosophy of Language* (Cambridge: Cambridge University Press).
- SIMON, Scott (2018) "Ontologies of Taiwan studies, indigenous studies, and anthropology", *International Journal of Taiwan Studies*, vol. 1, n° 1, pp. 11-35.
- SNOW, Edgar (1937) *Red Star over China* (London: Victor Gollancz).
- STOLPER, Thomas E. (1985) *China, Taiwan, and the Offshore Islands. Together with an Implication for Outer Mongolia and Sino-Soviet Relations* (Armonk: M. E. Sharpe).
- SZONYI, Michael (2008) *Cold War Island. Quemoy on the Front Line* (Cambridge: Cambridge University Press).
- TIME* (1955) "Man of the single truth", vol. 65, n° 16, pp. 32-39.
- VEYNE, Paul (2015 [1971]) *Comment on écrit l'histoire* (Paris : Points).
- WACHMAN, Alan M. (2007) *Why Taiwan? Geostrategic Rationales for China's Territorial Integrity* (Stanford: Stanford University Press).
- WU, Lengxi [吳冷西] (1995) *Yi Mao zhuxi 憶毛主席* [Souvenirs du président Mao] (Pékin : Xinhua chubanshe).
- YANG, Ying-chao [楊穎超] (2011) « Bu zhengdang zhangquan ? Haishi bu shidang gainian ? Wailai zhengquan lunshu de zaisixiang » 不正當政權？還是不適當概念？—「外來政權」論述的再思考 [Régime illégitime, ou notion inappropriée ? Une reconsidération de la notion de « régime d'origine étrangère »], *Dongya yanjiu*, vol. 52, n° 1, pp. 127-156.